

LES FORCES POPULISTES PEUVENT-ELLES S'IMPOSER EN SUÈDE ?

Anthony Morlet-Lavidalie

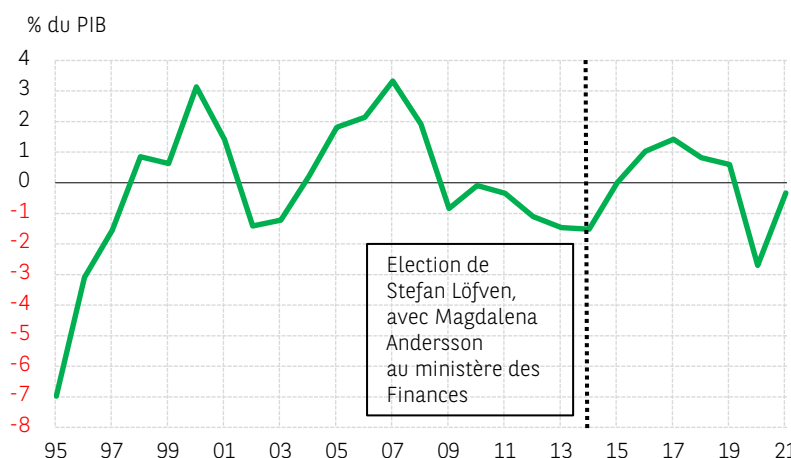
Berceau de la social-démocratie, la Suède fait face à une possible percée de l'extrême droite. Douze ans seulement après leur entrée au Parlement, avec seulement 5,7% des voix, les Démocrates de Suède (SD, extrême droite) menacent désormais les forces politiques traditionnelles.

Après une campagne marquée par les débats sur la criminalité en Suède, la coalition gouvernementale actuelle, centrée autour du Parti social-démocrate suédois, pourrait échouer le 11 septembre prochain à briguer un troisième mandat consécutif (après ceux de 2014 et 2018).

Bien que, d'après les derniers sondages, le parti emmené par l'actuelle Première ministre Magdalena Andersson devrait arriver en tête des suffrages (les sociaux-démocrates sont crédités de 29% des voix), devant le parti d'extrême droite (20% pour les Démocrates de Suède), la coalition de gauche n'obtiendrait pas les 175 sièges nécessaires pour constituer une majorité au Parlement (Riksdag).

Si un tel scénario se produit, l'Alliance de droite pourrait reprendre les rênes du pays en cas d'accord inédit avec l'extrême droite.

SUÈDE : SOLDE BUDGÉTAIRE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



GRAPHIQUE 1

SOURCES : OCDE, BNP PARIBAS

Historiquement, les débats des campagnes électorales en Suède sont animés par les enjeux liés à l'emploi, la santé, l'environnement ou encore l'éducation. Mais cette année toute l'attention s'est portée sur la criminalité qui frappe le pays.

Pour la première fois depuis leur création, les sondages de l'Université de Göteborg en 1979 montrent que les électeurs placent la criminalité en tête (41%) de leurs préoccupations. Cela s'explique par l'explosion du nombre de fusillades. En l'espace de quelques années, la Suède est devenue le deuxième pays européen, derrière la Croatie, à enregistrer le plus grand nombre de décès par arme à feu par habitant, selon un rapport du Conseil national suédois pour la prévention du crime. Ces préoccupations peuvent être accentuées par le fait que, sur les autres fronts, notamment celui de la dynamique économique, la Suède s'en sort pour l'heure plutôt bien. La croissance suédoise résiste (+0,9% t/t au 2^e trimestre 2022), le PIB évolue bien au-dessus de son niveau d'avant-crise (+5,1% par rapport au T4 2019), le taux de chômage continue de refluer (à 7% en juillet contre 8,5% un an auparavant) et le taux d'emploi atteint des plus hauts historiques (à 69,3% en juillet). Malgré une inflation qui reste un sujet essentiel (+8,5% sur un an en juillet), comme dans d'autres pays d'Europe, la Banque centrale (Riksbank) se montre clairement déterminée à la juguler à moyen terme, ce qui est probablement de nature à tempérer les inquiétudes de la population.

ÉTUDES **E**CONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

LES PARTIS POSITIONNÉS À DROITE DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE SURFENT SUR LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Les partis conservateurs¹ et le parti d'extrême droite (Démocrates de Suède) font clairement campagne sur un supposé lien entre la montée de la criminalité et l'immigration massive qu'a connues le pays entre 1985 et 2015. La part de la population d'origine non-occidentale est passée, sur cette période, de 2% à 15% de la population totale². Par voie de conséquence, le parti d'extrême droite, entré pour la première fois au Parlement en 2010 avec 5,7 % des voix (*Graphique 1*), est en passe de devenir le second parti du pays puisque les sondages le créditent de 20% des voix devant le parti des Modérés accrédité de 18% des voix.

LES DEUX GRANDS BLOCS CENTRISTES VEULENT PROTÉGER LA POPULATION DE L'INFLATION MAIS CHACUN À SA MANIÈRE

Les conservateurs, pourtant associés traditionnellement à l'orthodoxie budgétaire, multiplient les promesses afin d'aider les ménages suédois à supporter la forte accélération des prix à la consommation (+8,5% en juillet 2022 sur un an). Les Modérés, qui constituent le principal parti d'opposition de centre-droit, proposent notamment de réduire significativement le barème de l'impôt sur le revenu. Ils avancent aussi des baisses sur le prix des carburants. Ces mesures seraient financées à terme par des réductions des prestations d'assurance-chômage et d'assurance-maladie.

Si du côté de l'opposition, le soutien aux ménages passe avant tout par un allègement de la fiscalité, les mesures d'aides proposées par le gouvernement de centre-gauche de la Première ministre Magdalena Andersson reposent davantage sur une hausse des dépenses. Le Parti social-démocrate a ainsi annoncé une enveloppe de SEK 90 mds (EUR 8,4 mds) de subventions, sous forme de chèques énergie pour faire face à la hausse des factures d'électricité.

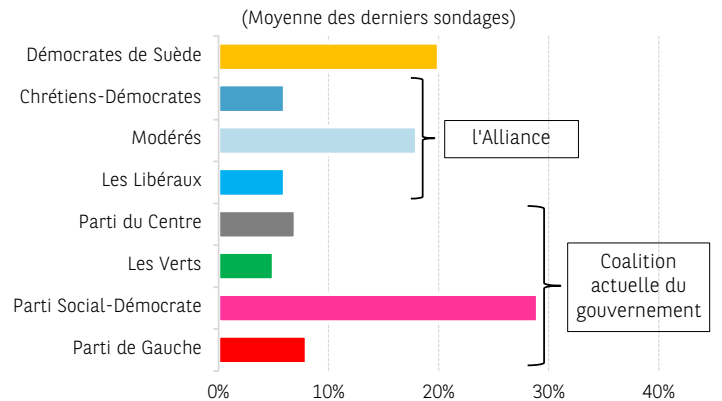
LA COALITION DE GAUCHE EST AFFAIBLIE, PLOMBÉE PAR LES SOCIAUX-DÉMOCRATES QUI PEINENT À SÉDUIRE

De l'autre côté du paysage politique, le Parti social-démocrate actuellement au pouvoir peine à rallier les forces de gauche à sa cause. En effet, dès son arrivée au ministère des Finances en 2014, Magdalena Andersson a mené une politique budgétaire restrictive qui ne faisait pas consensus au sein de la coalition gouvernementale. Ainsi, dès 2014 le déficit des administrations publiques suédoises a été totalement effacé alors qu'il s'élevait à plus de 1,5% du PIB en 2013 (*Graphique 2*). Le gouvernement, emmené par Stefan Löfven, a poursuivi cette politique de consolidation budgétaire et a ainsi dégagé un excédent budgétaire sur les cinq années suivantes. Par ailleurs, les sociaux-démocrates sont accusés d'avoir laissé les inégalités se creuser et plus généralement de ne pas avoir été assez actifs sur le volet social. D'autant qu'en Suède, bien que le système de protection sociale reste très développé, il est considérablement moins généreux que par le passé. L'intervention de l'État s'est fortement réduite depuis 25 ans : les dépenses publiques, qui représentaient plus de 71% du PIB en 1993, ne pèsent désormais plus que 49% en 2019.

¹ Les Chrétiens-Démocrates, les Modérés, les Libéraux

² Fondapol « Les Suédois et l'immigration, fin de l'homogénéité ? », septembre 2018, rédigé par Tino Sanandaji, chercheur en histoire économique et commerciale à l'Institut de recherche de la Stockholm School of Economics.

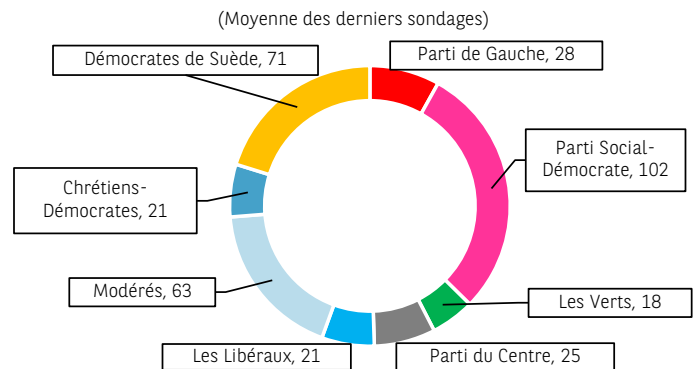
SUÈDE : PROJECTION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



GRAPHIQUE 2

SOURCES : POLITICO, BNP PARIBAS

SUÈDE : PROJECTION DES SIÈGES AU RIKSDAG



GRAPHIQUE 3

SOURCES : POLITICO, CALCUL BNP PARIBAS

LA COALITION DE GAUCHE POURRAIT PERDRE SA MAJORITÉ AU PARLEMENT

Si la probabilité que le Parti social-démocrate finisse en tête des élections est élevée (*Graphique 3*), l'incertitude est totale concernant la capacité de l'ensemble de la coalition de gauche à remporter les 175 sièges nécessaires pour constituer une majorité au Riksdag. Certes, les derniers sondages montrent que le parti à la tête du gouvernement serait crédité de 29% des suffrages contre seulement 20% pour les Démocrates de Suède, mais l'ensemble de la coalition de gauche réunirait moins de 50% des voix. Cette coalition ne récolterait que 173 sièges (*Graphique 4*) d'après les dernières projections. En l'absence de majorité, les sociaux-démocrates échoueraient probablement à faire réé-



lire Magdalena Andersson à la tête du futur gouvernement. Leur seule chance serait de parvenir à convaincre certains libéraux à se rallier à leur cause.

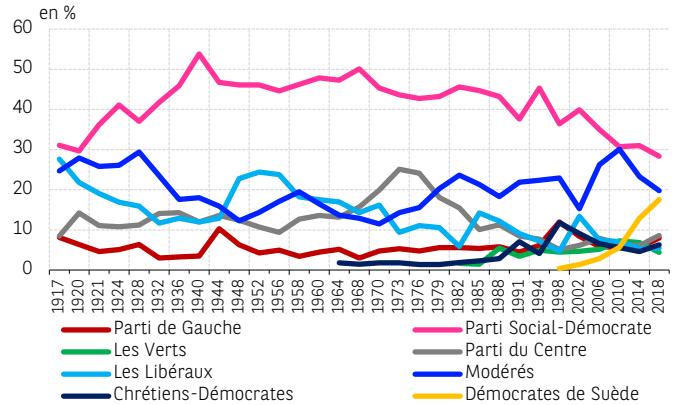
L'ALLIANCE DE DROITE POURRAIT REPRENDRE LES RÊNES DU POUVOIR, MAIS AU PRIX D'UN ACCORD AVEC L'EXTRÊME DROITE

Si la coalition de gauche échoue à faire réélire Magdalena Andersson, le président du Parlement se tournera alors vers l'opposition pour qu'elle présente un(e) candidat(e). À ce stade, c'est Ulf Kristersson (qui est à la tête du parti des Modérés) qui fait figure de leader au sein de l'opposition. Cependant, l'Alliance de droite ne bénéficiera vraisemblablement pas d'assez de sièges pour porter à elle seule Kristersson à la tête du gouvernement. Seul un accord avec le parti d'extrême droite leur permettrait de reprendre le pouvoir. Jusqu'à là, l'Alliance de droite a toujours refusé de tendre la main au parti fondé le 6 février 1988 par des partisans de la mouvance néonazie, mais les frontières sont désormais poreuses. Plusieurs voix s'élèvent à droite se disant prêtes à gouverner avec l'extrême droite. Si les chrétiens-démocrates et les Modérés sont plus enclins à négocier avec les Démocrates de Suède, ce n'est pas le cas des Libéraux qui ont toujours considéré l'extrême droite comme « infréquentable ».

Anthony Morlet-Lavidalie

anthony.morletlavidalie@bnpparibas.com

SUÈDE : PERSPECTIVE HISTORIQUE DES SUFFRAGES OBTENUS PAR LES DIFFÉRENTS PARTIS



GRAPHIQUE 4

SOURCES : RIKSDAG, CALCUL BNP PARIBAS

William De Vijlder
Chef économiste

+33 1 55 77 47 31 william.devijlder@bnpparibas.com

ÉCONOMIES DE L'OCDE ET STATISTIQUES

Hélène Baudchon
Responsable – Zone euro - Climat

+33 1 58 16 03 63 helene.baudchon@bnpparibas.com

Felix Berte
États-Unis, Royaume-Uni

+33 1 40 14 01 42 felix.berte@bnpparibas.com

Stéphane Colliac
France

+33 1 42 98 26 77 stephane.colliac@bnpparibas.com

Guillaume Derrien
Europe du Sud, Japon - Commerce international

+33 1 55 77 71 89 guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Anthony Morlet-Lavidalie
Allemagne, Europe du Nord

+33 1 53 31 59 14 anthony.morletlavidalie@bnpparibas.com

Veary Bou, Patrick Capeillère, Tarik Rharrab
Statistiques

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES, RELATIONS AVEC LE RÉSEAU FRANCE

Jean-Luc Proutat
Responsable

+33 1 58 16 73 32 jean-luc.proutat@bnpparibas.com

ÉCONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon
Responsable

+33 1 42 98 56 54 laurent.quignon@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54 celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+33 1 40 14 30 77 thomas.humblot@bnpparibas.com

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure
Responsable – Argentine, Turquie, méthodologie, modélisation

+33 1 42 98 79 82 francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier
Adjointe – Grande Chine, Vietnam, méthodologie

+33 1 42 98 56 27 christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby
Afrique francophone

+33 1 42 98 02 04 stephane.alby@bnpparibas.com

Pascal Devaux
Moyen-Orient, Balkans

+33 1 43 16 95 51 pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot
Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

+33 1 42 98 33 00 helene.drouot@bnpparibas.com

Perrine Guérin
Afrique du Sud, pays d'Afrique anglophones et lusophones

+33 1 42 98 43 86 perrine.guerin@bnpparibas.com

Salim Hammad
Amérique latine

+33 1 42 98 74 26 salim.hammad@bnpparibas.com

Cynthia Kalasopatan Antoine
Ukraine, Europe centrale

+33 1 53 31 59 32 cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

Johanna Melka
Inde, Asie du Sud, Russie, Kazakhstan

+33 1 58 16 05 84 johanna.melka@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Mickaëlle Fils Marie-Luce

+33 1 42 98 48 59 mickaelle.filsmarie-luce@bnpparibas.com





CONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou thématiques.



EMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes.



PERSPECTIVES

Analyses et prévisions axées sur les économies développées.



ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur.



ECOWEEK

L'actualité économique, les récentes orientations, les indicateurs commentés, le calendrier, les prévisions.



ECOTV

Les interviews mensuels de nos économistes qui décryptent l'actualité économique.



ECOTV WEEK

Une vidéo sur les principaux sujets de la semaine.



EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique.

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquels il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :

Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Frankfurt sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Frankfurt sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Francfort, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

<https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT

[voir le site des études économiques](#)

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN

[voir la page linkedin des études économiques](#)

OU TWITTER

[voir la page twitter des études économiques](#)



Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas.com - www.economic-research.bnpparibas.com

Directeur de la publication : Jean Lemierre / Rédacteur en chef : William De Vijlder



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change